



CARTOGRAPHIE ET PROFIL  
SOCIOÉCONOMIQUE DES  
COMMUNAUTÉS DE RETOUR  
AU SÉNÉGAL

RAPPORT  
DE SYNTHÈSE

---

2018



Projet financé par l'Union européenne  
Projet mis en oeuvre par l'OIM



*Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.*

*Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.*

*L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, ils ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.*

*Ce document contient des liens de sites web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM n'est donc pas responsable de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites cités comme références. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement et ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.*

*L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.*

Ce rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Sénégal (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

## I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

Le Sénégal a une tradition migratoire ancrée dans les normes sociales et culturelles du pays et de ses communautés.<sup>1</sup> Cette culture de la migration est renforcée par les difficultés économiques subies par les jeunes sénégalais au sein de l'économie informelle alors que les contributions directes de la diaspora sénégalaise aux transferts de fonds ont augmenté à deux milliards d'euros en 2017.<sup>2</sup>

Face à ces retours, les acteurs engagés dans la migration et la réintégration sociale des migrants de retour sont nombreux, et le gouvernement déploie d'importants efforts afin d'améliorer la gestion des flux migratoires, notamment dans le cadre de la Politique Nationale de Migration du Sénégal (PNMS), validée en 2018.

Dans ce contexte, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Sénégal s'est vu octroyer un budget important dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour assister 3000 bénéficiaires de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration — un objectif cependant largement dépassé dès les premiers mois du projet avec 2500 retours dès décembre 2017.

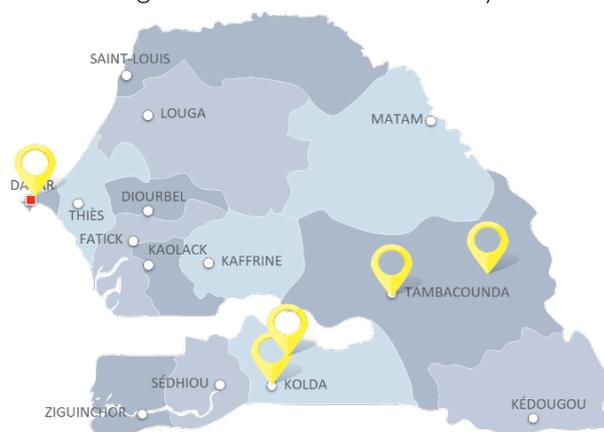
Dans ce contexte en mutation rapide, la présente étude vise à soutenir la mise en place opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers : 1) une **étude de 5 communautés de retour identifiées par l'OIM au Sénégal** et 2) une **base de référence socioéconomique pour permettre une évaluation de l'impact des projets d'assistance au retour volontaire et à la réintégration, conduits par l'OIM au Sénégal**. À travers la recherche socioéconomique et l'approche C4D (Communication pour le Développement), l'audience prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou l'intégration sociale,

économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.

L'initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a adopté une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »

Cette recherche vise donc à soutenir la mise en place d'activités économiques, sociales et psychosociales favorisant la réintégration durable des migrants assistés au retour. Son objectif général est de mieux comprendre les communautés de retour — afin de formuler des recommandations aux niveaux communautaire et national. Les zones étudiées sont de deux types :

- Banlieue de la capitale : Pikine/Thiaroye-sur-Mer
- Capitales de régions agricoles : Kolda, Vélingara, Tambacounda, et Goudiry



<sup>1</sup> Bredeloup, S. (2013). The figure of the adventurer as an African migrant. *Journal of African cultural studies*, 25(2), 170-182.

<sup>2</sup> [Migration and Remittances Data](#), World Bank, 2017

La présente étude se concentre sur le Sénégal et les communes de Goudiry, Kolda, Pikine/Thiaroye-sur-Mer, Tambacounda et Vélingara. L'enquête de terrain au Sénégal a eu lieu du 15 au 26 janvier 2018 avec une enquête quantitative auprès des jeunes (15-34 ans) de la communauté (486). L'équipe a également effectué des entretiens qualitatifs auprès des membres de la communauté et des migrants de retour — notamment des fiches d'observation (5), des discussions de groupe (10), et des entretiens avec des parties prenantes (55).

À l'heure actuelle, les migrants de retour bénéficient d'une vision globalement positive au sein de la communauté, notamment grâce à la longue histoire de migration légale sénégalaise et du rôle clé joué par la diaspora dans le développement local.

Cependant, au vu du nombre croissant de retours, d'une part, et des nombreux obstacles à la réussite du projet migratoire, d'autre part, **la perception et la réintégration durable des migrants de retour au sein des communautés sont susceptibles de se détériorer** dans les prochaines années. Par ailleurs, au niveau individuel, les traumatismes liés à une expérience négative du retour semblent de plus en plus répandus, avec un sentiment d'échec et de honte

largement présent chez les migrants de retour récents qui n'ont pas réussi à subvenir aux besoins de leurs familles. Cette étude touche donc à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour : comment faire de l'expérience du retour une opportunité individuelle et communautaire ?

Comme le souligne un représentant de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), le succès de la réintégration va en effet bien au-delà de la seule création d'opportunités d'emplois ou de revenus. Seule une approche coordonnée et multidimensionnelle, inscrite dans un véritable écosystème communautaire, peut faire la différence : « Un des défis, c'est que si on donne de l'argent à un jeune pour créer une entreprise, il ne faut pas qu'il utilise cet argent illégalement. L'accompagnement doit être bien fait pour que le jeune ne veuille plus partir. Un menuisier par exemple, qui décide de revenir et qui peut monter son entreprise de menuiserie en bois et avoir les fonds pour la mener, sachant que le gouvernement va lui octroyer des fonds. C'est toute une chaîne à bien maîtriser et à rôder. Il ne faut surtout pas revenir comme un raté, sinon le migrant sera tenté de repartir.



### Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire simple adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 83 personnes revenues de l'étranger, dont 25 % décrites comme « involontaires ». La décision de l'OIM et de l'équipe de recherche de privilégier des communautés différentes, tant du point de vue socioéconomique que dans leur profil migratoire (*certaines ayant très peu de migrants de retour et parfois aucun bénéficiaire de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration ou (ARVR)*), doit être comprise à l'aune de l'objectif même de cette étude : il ne s'agit pas d'étudier spécifiquement les migrants de retour bénéficiaires de l'ARVR, mais certaines communautés de retour (toute population confondue) au Sénégal afin de mieux comprendre les besoins en activités de réintégration pour les migrants de retour au sens large. Par conséquent, sur l'ensemble des migrants de retour sélectionnés aléatoirement dans la communauté (n=83), trois (3) seulement avait reçu l'aide au retour et à la réintégration de l'OIM. Les migrants de retour assistés par l'OIM n'ont pas nécessairement le même profil que les migrants de retour interrogés lors de l'enquête. Par ailleurs, il est important de rappeler que les informations et données obtenues dans le courant de cette étude — conduite en avril 2018 — s'inscrivent dans un travail longitudinal (2020-2022), afin de comprendre les dynamiques de retour et de réintégration à moyen ou long-terme. Enfin, dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues au Sénégal sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Sénégalais assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration. Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour — mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur relativement petit nombre.

## II. DONNÉES SOCIOÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES SUR LES 5 COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Cette section fournit un aperçu des conclusions les plus pertinentes de la présente étude à travers l'analyse des données économiques, sociales et psychosociales.

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

#### **Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel) rémunéré, mais des vulnérabilités alarmantes :**

- **Situation financière, dettes et transferts de fonds** – Au niveau des activités génératrices de revenus, des écarts sont à relever entre femmes et hommes (30 points) et entre migrants de retour et non-migrants (23 points). De même, il existe un double-écart basé sur le genre et le statut migratoire au niveau des dettes : si un pourcentage important (27 %) de répondants déclarent avoir des dettes, les hommes (+8 points) et les migrants de retour (+ 14 points) sont plus susceptibles d'avoir des dettes. Les dettes sont particulièrement importantes à Pikine/Thiaroye-sur-Mer.
- **Transferts de fonds et liens avec la migration** : 60 % des répondants déclarent recevoir de l'argent de leurs proches, et 33 % reçoivent ces fonds de l'étranger. Les migrants de retour sont beaucoup plus susceptibles de recevoir des transferts de fonds nationaux ou internationaux (+ 20 points), ainsi que les femmes (+18 points). On note que la migration et le retour relèvent davantage d'une dynamique de mobilité régionale au sein des pays de la CEDEAO, alors les flux financiers sont transcontinentaux, avec près de 70 % des destinataires de transferts de fonds qui situent l'origine de leur argent dans les pays de l'Union européenne (UE).

#### **Des compétences professionnelles non alignées avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :**

- **Manque de diversification des activités et l'économie et décorrélation entre les compétences détenues ou acquises et les besoins du marché** : les répondants travaillent principalement dans le commerce (de détails ou import-export), mais peu dans l'agriculture, l'élevage et d'autres activités considérées comme génératrices de revenus.
- **Le spectre des compétences présenté par les hommes est plus large que celui des femmes** — qui rapportent essentiellement qu'elles travaillent dans les métiers des services à la personne et du social, des professions intermédiaires de la santé, de l'éducation et de l'enseignement.
- La volonté d'acquérir des compétences « business », est homogène parmi les cinq communautés, ce qui suggère un intérêt pour l'entrepreneuriat et l'activité commerciale, même si ces dimensions restent encore souvent très abstraites pour les plus jeunes.
- On note un **intérêt quasiment universel pour l'entrepreneuriat** au sens strict dans les cinq communautés.
- Au regard des activités décrites comme génératrices de revenus et des compétences détenues par les répondants, des **formations dans les domaines suivants pourraient être envisagées** : l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits agricoles, les technologies de l'information et de la communication, la pêche, l'artisanat et les services.
- L'OIM doit éviter une inadéquation des projets communautaires entre les aspirations des migrants de retour (généralement dans le business) et le type de projet proposé (agriculture traditionnelle).

### Acteurs économiques au Sénégal :

Le Ministère de La Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne promeut le travail des jeunes à travers une agence (l'ANPEJ) et deux projets (le PAPEJF et le PRODAC)

- **Le Programme des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC) a pour but d'**à aménager de vastes étendues de terres et de les doter d'infrastructures de qualité, permettant aux jeunes, en particulier, de s'adonner à des activités économiques en continu (production végétale, animale, aquacole, transformation, services, mise en marché). Il vise à créer plus de 300 000 emplois d'ici à 5 ans.
- Le Projet d'Appui à la Promotion l'Emploi, des Jeunes et des Femmes (PAPEJF) compte réaliser **156 fermes** agricoles, avicoles et aquacoles, réhabiliter et installer **18 centres d'incubation** pour les métiers artisanaux, mettre en place **15 plates-formes multifonctionnelles** intégrant des unités de transformation et de conditionnement des produits agricoles et réfectionner **3 centres de formation professionnelle** agricoles. Pour le financement des projets des jeunes et des femmes, le projet va mettre en place une ligne de crédit de **04 milliards de F CFA**. Il est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'État du Sénégal pour un montant de près de 18 milliards de F CFA.
- **L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) vise à la mise** en place une banque de projets créateurs d'emplois dans le court, moyen et long terme. L'ANPEJ gère les projets suivants :
  - Programme d'Appui à l'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (PADES)
  - Projet de création d'une plate-forme multiservice (SEN Téranga)
  - Programme d'Appui à la création de Micro Entreprise (PAME)
  - Programme « Une ASC, un Projet »
  - Programme d'Appui à l'Insertion professionnelle des Jeunes Artisans (PAJA)
  - Programme d'appui aux acteurs du secteur informel (PASI)
  - Projet d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes en milieu Rural (PAJER)
  - Fonds de Garantie à l'Auto emploi des Jeunes (FOGAREJ)

### DIMENSION SOCIALE

#### Migration et éducation : une relation complexe.

- **Éducation** —61 % des personnes interrogées reportent avoir dû interrompre leur parcours scolaire avant l'obtention d'un titre diplômant — avec un écart de 9 points entre femmes (56 %) et hommes (65 %). Si un pourcentage significativement plus important de *migrants de retour* affirme ne pas avoir dépassé le niveau primaire (46 % vs 35 % pour les non-migrants)<sup>1</sup>, cette différence est imputable à des disparités régionales : d'un côté, à Tambacounda et Kolda, 62 % des personnes interrogées n'ayant aucune éducation ou un niveau primaire sont des *migrants de retour* ; par contraste, à Pikine/Thiaroye-sur-Mer, Vélingara et Goudiry, c'est le cas pour 14 % des personnes interrogées.

#### Un accès aux services inégal entre les communautés :

- **Accès aux services** : Concernant l'accès aux services tels que l'accès à l'éducation, la documentation, la santé, la justice et l'application des lois, le logement, l'eau potable, il n'y a pas de différences majeures entre les migrants de retour et les non-migrants. Nous notons cependant quelques disparités entre les communautés, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation (Kolda, Pikine/Thiaroye-sur-Mer et Vélingara), le logement (Pikine/Thiaroye-sur-Mer) et les soins de santé et eau (Kolda, et Vélingara).

## Acteurs sociaux au Sénégal

- À travers le Bureau d'accueil et d'orientation des Sénégalais de l'extérieur (BAOS), la Direction des Sénégalais de l'Extérieur du Ministère des Affaires étrangères (MAESE) est chargée de fournir un soutien social aux migrants de retour.
- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entrepreneuriat social au niveau communautaire sont les maires, les préfetures, les associations de migrants de retour, les associations d'appuis aux initiatives de développement rural, les microentreprises, les Conseils Départementaux de la jeunesse (CDJ)

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### Des aspirations à quitter la communauté majoritaires parmi la population cible :

- **58 % des personnes interrogées déclarent vouloir partir.** L'écart est faible entre migrants de retour et non-migrants (3 points), mais on note une amplitude importante entre Kolda (38 %) et Pikine/Thiaroye-sur-Mer (78 %). L'universalité de l'aspiration au départ se traduit aussi quand on utilise le prisme éducatif — de 41 % pour les répondants ayant intégré l'université à 68 % pour ceux n'ayant pas dépassé l'école primaire.
- Pour les migrants de retour, le départ a été motivé par des motivations économiques chez les hommes (79 % contre 4 % pour les femmes) et familiales pour les femmes (71 % contre 18 % pour les hommes), ainsi qu'éducatives. Par contraste, les motivations invoquées pour le retour sont essentiellement familiales (60 % au total, soit 27 points de plus que pour le départ), alors que les mobiles économiques reculent au second plan (24 %, soit 34 points de moins).

### Une perception plutôt positive des migrants de retour, mais des évolutions des dynamiques migratoires à surveiller :

- La perception des migrants a également une influence considérable sur le processus d'intégration progressif. 46 % **des répondants considèrent que les migrants de retour sont traités de manière négative.** Les perceptions dites « positives » sont basées sur des expériences migratoires historiques réussies. La perception positive ou négative des migrants de retour a, en effet, le plus souvent trait au succès ou à l'échec de l'expérience migratoire. Les migrants les moins bien perçus sont souvent ceux qui n'ont pas réussi et qui sont rentrés sans épargnes. La diminution des possibilités légales de migration, et donc l'accroissement des risques d'échec du projet migratoire, conduit à l'apparition de davantage de ce type de retour. **Ces indicateurs sont donc à surveiller avec attention par tous les acteurs de la réintégration.**
- Le choc du retour se traduit par le plus fort pourcentage de migrants de retour récents qui disent vouloir repartir (58 %, soit +15 points) tout en reconnaissant un moindre contrôle sur leur vie (-8 points) et leur intérêt pour un éventuel soutien psychologique.

### Des besoins psychosociaux importants :

- La tranche des 15-34, qui fait l'objet de cette étude, semble fragilisée socialement et psychologiquement. **Près de la moitié de l'échantillon (48 %) dit vouloir avoir accès à un soutien psychosocial** bien que seulement 34 % disent y avoir accès s'ils le désirent. Néanmoins, 71 % des jeunes interrogés font preuve d'espoir en l'avenir.
- La réintégration semble par conséquent (à l'heure actuelle) plus difficile au niveau individuel que communautaire, et liée à des sentiments de honte et à des troubles psychosociaux accumulés lors de l'expérience migratoire et du retour (notamment pour les AVRR).

### Acteurs psychosociaux :

- Des structures la Croix Rouge pourraient contribuer à une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.
- Des relais communautaires comme les Conseils Départementaux de la jeunesse (CDJ)) peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

### Le phénomène du départ des jeunes à Tambacounda : rendre la monnaie de sa pièce et prestige social

« Culturellement (à Tambacounda), on reste de grands conservateurs. L'enfant est toujours considéré comme une opportunité. Les parents attendent toujours de leurs enfants et l'enfant s'il est culturellement ancré, sait qu'il est redevable à ses parents. Maintenant avec les changements climatiques et le faible accompagnement des activités agricoles, le seul moyen de rendre la monnaie à ses parents et de se mettre à leur disposition pendant l'hivernage. Et pendant la saison sèche, soit on est à l'école, soit on fait l'artisanat. Cela est d'ailleurs l'activité la plus connue de l'hivernage. Alors comme ça ne marche plus depuis plus de trente ans, l'enfant n'a plus un support à partir duquel il peut rendre la monnaie à ses parents. Il ne peut plus continuer à réussir à l'école car il ne réunit toutes les conditions, alors il faut réussir sur des alternatives. Et l'alternative la plus sûre, c'est la migration. Et si vous allez dans les villages, ceux qui réussissent le plus, ce n'est pas le fonctionnaire avec sa maîtrise, ce n'est pas l'éleveur qui est là, ce n'est pas l'agriculteur qui est là, mais celui qui est allé à l'extérieur. C'est le symbole de la réussite. Donc, sur le plan culturel, sur le plan social le migrant est tellement bien vu, il devient même le modèle de réussite. »

Entretien avec l'organisation La Lumière, Tambacounda, janvier 2018

## III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les éléments récoltés sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE<sup>3</sup>, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les sept communautés de l'étude au Sénégal. Dans un premier temps, un indicateur est développé pour chacune des trois dimensions — économique, sociale, psychosociale — en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté ; ces trois indicateurs sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un indicateur synthétique représentant la moyenne arithmétique — sans poids particulier — des trois indicateurs précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de mi-projet et finale ; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de monitoring interne de l'OIM Sénégal.

<sup>3</sup> IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

Tableau 1 : Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Sénégal

	Pilier 1 Dimension économique			Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Sénégal	1	Tambacounda	0,71	Goudiry	0,79	Goudiry	0,61	1	Goudiry	0,64
	2	Vélingara	0,57	Pikine	0,76	Tambacounda	0,57	2	Tambacounda	0,59
	3	Goudiry	0,50	Tambacounda	0,50	Vélingara	0,43	3	Pikine	0,39
	4	Kolda	0,24	Kolda	0,11	Kolda	0,31	4	Vélingara	0,36
	5	Pikine	0,18	Vélingara	0,09	Pikine	0,25	5	Kolda	0,22

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, ainsi que sur le niveau de vie général tel qu'il est perçu au sein d'une communauté. Dans le tableau 1, on voit la très nette différence entre Tambacounda (0,71) et Pikine (0,18), et les cinq autres communautés (0,57 à 0,24). Tambacounda jouit en effet de sa présence dans une région agricole dynamique. Les plus faibles scores obtenus par les communautés de Pikine et Kolda sont le reflet de leur enclavement (Kolda) et de la faiblesse de leurs infrastructures (Pikine), limitant les opportunités économiques dans ces zones.
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, les scores très bas obtenus par Vélingara et Kolda s'expliquent par le faible taux d'accès aux soins de santé et eau ; à l'opposé, les communautés urbaines de Goudiry et Pikine disposent d'un meilleur accès aux différents services, ce que les données quantitatives et empiriques confirment.
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Les scores très bas de Vélingara, Kolda et Pikine s'expliquent d'abord par le taux élevé de répondants qui disent rechercher un soutien psychosocial spécialisé sans pouvoir en bénéficier sur place.

Sur la base des indicateurs ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe à l'échelon communautaire.

Tableau 2. Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Goudiry	Tambacounda	Pikine	Vélingara	Kolda
Eau					
Éducation					
Énergie					
Infrastructures					
Productivité Agricole					
Environnement					
Formation					
Financement					
Cohésion Sociale					
Logement					
Santé					
Soins psychosociaux					
Accès à la justice et aux droits	<b>Possibilités de plaider auprès des autorités, éventuelles formations de juristes</b>				
Accès aux documents légaux	<b>Possibilités de plaider</b>				

#### IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS AU SÉNÉGAL

Deux obstacles structurels handicapent toujours la mise en place d'un système durable et systémique de réintégration au Sénégal ont été identifiés lors de l'étude :

- Une compétition contre-productive entre acteurs gouvernementaux, qui ne permet pas un impact durable, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelon local, dans un contexte de manque de ressources : i) fonds propres ; ii) faiblesses techniques.
- Une sous-optimisation chronique des programmes et initiatives non gouvernementaux, en raison d'une multiplication d'acteurs de la société civile aux approches géographiques, thématiques ou méthodologiques non concertées.

Dans les faits et pour les communautés étudiées, quatre conséquences directes de ce double handicap structurel ont pu être observées ou rapportées par les interlocuteurs rencontrés à Dakar comme en province.

*Premièrement*, les mécanismes d'accueil et de protection au retour sur le court-terme sont solides et impliquent tous les acteurs. Néanmoins, il y a des lacunes importantes au niveau des mécanismes de mise en place et suivi de la réintégration. Ceux-ci sont dus principalement à un manque de clarté au niveau du leadership entre les différentes institutions (notamment la Direction Générale des Sénégalais de l'Étranger et la Direction générale de l'Administration territoriale).

*Deuxièmement*, les BAOS (Bureau d'Assistance, d'Orientation et de Suivi) de la DGSE (Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur) sont chargés de fournir des informations économiques, sociales et psychosociales aux migrants de retour. Néanmoins, ceux-ci souffrent d'un grand manque de visibilité et ne sont pas opérationnels<sup>4</sup>. Dans le cadre du FF-UE, la Coopération Espagnole prévoit de soutenir la DGSE à doter chaque région d'un BAOS et de renforcer les capacités opérationnelles de ceux existants en collaboration.

<sup>4</sup> Red Mangrove Development Advisors — R.M.D.A., « Cartographie Des Zones de Migration et Des Entreprises Rurales Soutenues par Les Migrants sénégalais, » 2015

*Troisièmement*, on observe une multiplication des acteurs de la société civile qui s'investissent sur le volet retour et réintégration. Il y a deux types d'organisations dans ce cas : d'abord, celles qui adaptent leur mandat, par exemple l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; puis celles qui débute les activités au Sénégal, comme le DRC (Danish Refugee Council). Cela s'explique facilement par un contexte de financements accrus. Cela pose la question de la soutenabilité des activités, notamment avec des initiatives qui ont cessé comme les Centres de Ressources pour la Réinsertion des Migrants sénégalais de retour (CARIMA), mis en place par Enda Diapol dans le cadre du Fonds CEDEAO-Espagne sur « Migration et Développement ».

*Quatrièmement*, au niveau des programmes de l'État vers lesquels l'orientation est possible, on observe une multiplicité d'agences et de programmes avec des objectifs similaires, et qui souffrent d'un manque de fonds structurels — comme pour l'APIX (promotion de l'investissement), l'ANIDA (développement agricole), le PRODAC (l'entrepreneuriat rural et développement agricole), l'ADEPME (entrepreneuriat dans le secteur privé, création et consolidation de PME), l'ANPEJ (promotion de l'emploi des jeunes).

La cartographie suivante présente les dynamiques liant l'ensemble de ces acteurs au niveau central ainsi que les obstacles identifiés en termes de coopération. Elle permet ainsi d'identifier les points de tension au sein de l'écosystème de la réintégration, tel qu'ils apparaissent aux acteurs interrogés lors de cette étude.

Enfin, le tableau 3 présente des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale ainsi que les besoins en renforcement de ces acteurs. Ces résultats s'appuient sur des observations empiriques et interviews aux échelons nationaux ainsi que sur des enquêtes de terrain dans les sept communautés de l'étude. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude, et requièrent un travail d'information sur chaque partenaire — qu'il soit institutionnel ou non — de la part de l'OIM afin de garantir la faisabilité technique, viabilité financière et durabilité de chaque partenariat.

### **Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE : un changement d'ère et de statut qui comporte des risques pour l'OIM**

Avec la mise en place progressive du « Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées », le statut effectif et la perception de l'OIM en Afrique de l'Ouest (en particulier) ont beaucoup évolué. S'il est sûrement prématuré d'évaluer l'impact réel de cette mutation rapide sur l'organisation, les entretiens effectués dans les communautés de l'étude et à l'échelle nationale (Dakar) mettent cependant en lumière des attentes croissantes, une certaine défiance de la part des partenaires et un risque pour l'image même de l'OIM. Les causes mentionnées par les organisations — y compris partenaires — sont l'absence de coordination, un sentiment d'injustice dans la répartition des fonds fiduciaires, ainsi qu'un manque de reconnaissance. Indépendamment de la légitimité de ces griefs faits à l'OIM (comme à d'autres acteurs : GIZ, par exemple), il est important de les prendre en considération car ils peuvent avoir un impact négatif au niveau opérationnel.

Graphique 1 Dynamiques liant l'ensemble de ces acteurs au niveau central ainsi que les obstacles identifiés en termes de coopération

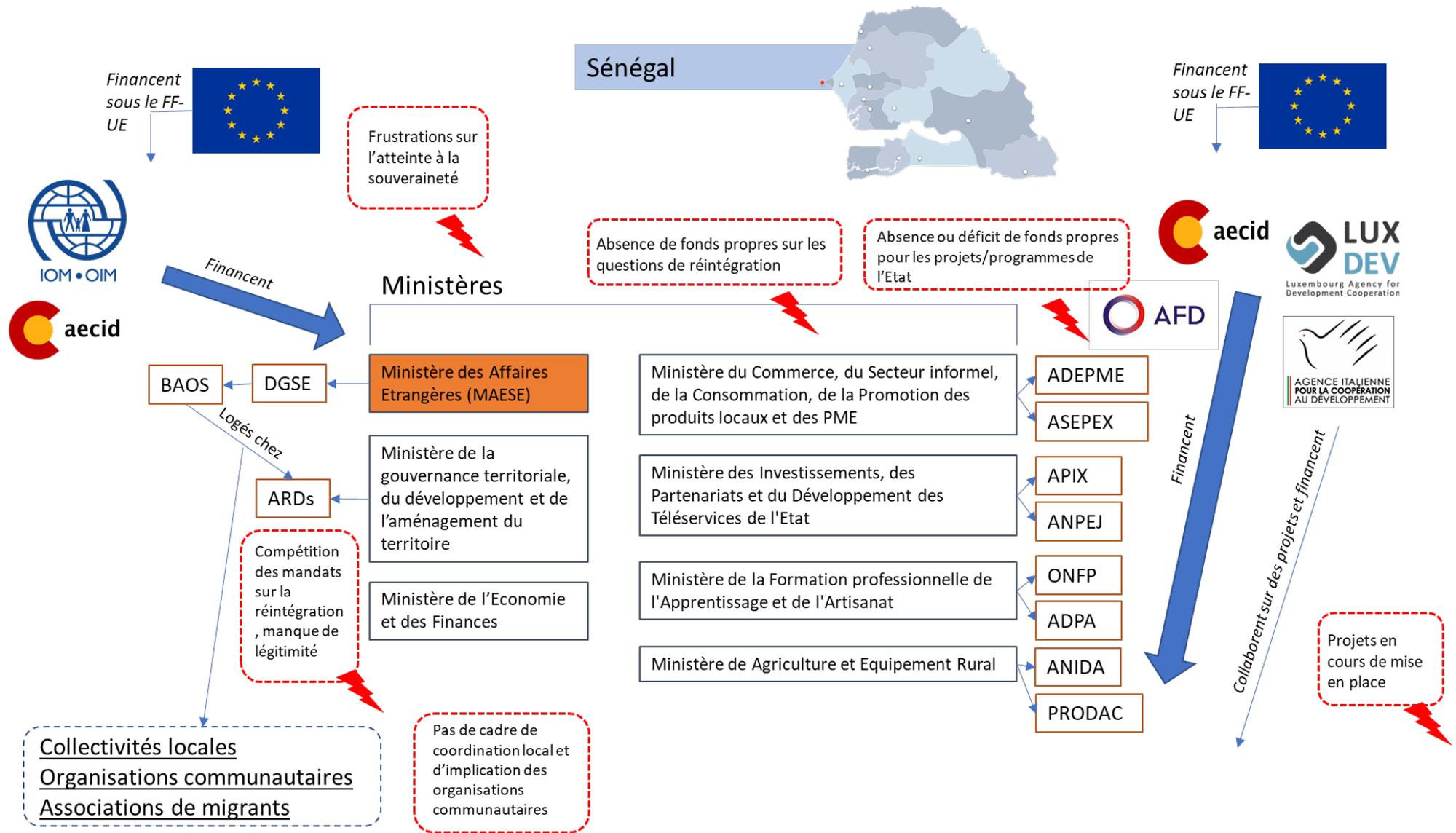


Tableau 3 : Besoins de renforcements en capacité par type d'acteurs au niveau local

<p>STRUCTURE INTÉGRATION ÉCONOMIQUE</p>	<p><b>Programmes économiques</b> de l'État du Sénégal : APIX (promotion de l'investissement), ANIDA (développement agricole), PRODAC (l'entrepreneuriat rural et développement agricole), ADEPME (entrepreneuriat dans le secteur privé, création et consolidation de PME), ANPEJ (promotion de l'emploi des jeunes). <b>Entreprises locales</b> : SodefiteX, Sedima <b>Collectivités locales</b> : Préfecture, mairie, services décentralisés</p>	<p><b>Transfert des capacités du niveau national à communautaire à travers l'octroi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De financements pour les antennes communautaires</li> <li>- D'équipements et de formations dans les bureaux communautaires</li> <li>- D'une feuille de route pour les activités en termes de réintégration, et d'une formation sur la thématique de la migration et les défis liés à l'intégration</li> </ul> <p><b>Renforcer le dialogue entre les employeurs et les autorités locales en :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifiant les secteurs et entreprises pourvoyeuses d'emplois et les obstacles à l'embauche</li> <li>- S'assurant de bonnes conditions de travail en termes d'horaires et conditions, surtout dans le domaine des mines et de l'orpaillage</li> <li>- Favorisant la rencontre entre les migrants de retour et les employeurs</li> </ul>
<p>STRUCTURE INTÉGRATION SOCIALE</p>	<p><b>Collectivités locales</b> : Préfecture, mairie, services décentralisés <b>Associations de migrants</b> : Association des migrants de Kayes, de Kita <b>Associations communautaires</b>, de femmes, de jeunes, pour le développement <b>Leaders traditionnels</b> : Imams, marabouts, notabilité (également potentiels partenaires pour les activités de sensibilisation)</p>	<p><b>Renforcer la coopération entre les différents potentiels acteurs de la réintégration :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Formation des formateurs » : Sensibiliser les autorités sur la thématique de la migration et les défis liés à la réintégration, pour qu'ils transmettent ensuite la formation aux autres acteurs non gouvernementaux</li> <li>- Dialogue entre les autorités et acteurs principaux de la communauté pour établir une feuille de route des actions et acteurs majeurs dans le domaine de la réintégration</li> </ul> <p><b>Renforcement des capacités psychosociales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissance des défis liés à la réintégration et souhait de s'engager dans le soutien psychologique (entretien individuel, réunion de groupe et échange entre les différents migrants de retour)</li> </ul> <p><b>Formaliser les associations de migrants de retour</b></p>
<p>RECHERCHE &amp; INNOVATION</p>	<p>Institut de Recherche pour le Développement — IRD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement — IRAD Université de Ziguinchor Université de Saint-Louis</p>	<p><b>Identification des bonnes pratiques</b> L'OIM doit s'assurer d'identifier les bonnes pratiques qui ressortent des recherches effectuées au Sénégal et des initiatives « pilotes » menées par les partenaires.</p> <p><b>Établissement de journées d'échanges et d'ateliers avec des acteurs de la recherche</b> impliqués dans des solutions innovantes sur les chaînes de valeur suggérées dans les champs 1) ruraux/agricoles (CIRAD, ESSHA, etc.); 2) ruraux/services (UCAD, MIT, SRI, etc.). Les gains en productivité importants et le meilleur ciblage des actions à entreprendre seront les principaux impacts de ces journées, qui doivent être récurrentes et fréquentes.</p>

Tableau 4. Partenariats possibles (par chaîne de valeur ou filière et communauté)

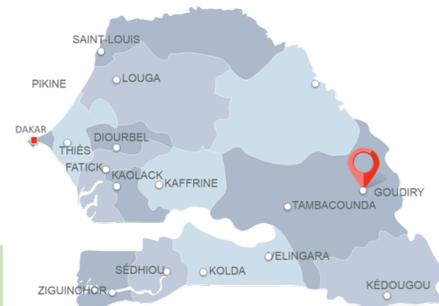
Secteurs urbains			Filières rurales			
Secteur collecte et recyclage de déchets	Secteur Tourisme	Filière BTP	Filière riz	Filière aquaculture	Filière apiculture	Filière bissap
Pikine Tambacounda Kolda	Tambacounda Kolda	Tous	Kolda Vélingara	Pikine Kolda	Tambacounda Kolda Pikine	Goudiry Kolda Vélingara Tambacounda
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence de Développement Municipal (ADM)</li> <li>• Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP)</li> <li>• Agence Nationale de la Propreté du Sénégal (APROSEN)</li> <li>• Centre Régional de la Convention de Bâle pour les Pays Francophones d'Afrique (CRCB-AF)</li> <li>• IMEM</li> <li>• UCAD</li> <li>• Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU)</li> <li>• COFISAC</li> <li>• FUMOA</li> <li>• PROPLAST, RECUPLAST, SIPLAST, SODIPLAST, etc.</li> <li>• LVIA</li> <li>• Kuljuro Keso, TEKKI ART</li> <li>• SIMPA</li> <li>• Société pour la Propreté du Sénégal (SOPROSEN)</li> <li>• VEOLIA</li> <li>• WWF WAMER</li> <li>• MJ'EAU</li> <li>• Groupe Kirene</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence sénégalaise de Promotion Touristique (ASPT)</li> <li>• Direction de la Promotion Touristique (DPT)</li> <li>• École Nationale de Formation Hôtelière et Touristique (ENFHT)</li> <li>• Mama Kolodine — association de soutien au tourisme solidaire</li> <li>• Ministère du Tourisme</li> <li>• Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP)</li> <li>• BHS</li> <li>• Centre de Formation et de Perfectionnement des Travaux Publics (CFPTP)</li> <li>• Compagnie Sahélienne d'Entreprise (CSE)</li> <li>• EIFFAGE</li> <li>• Fonds roulant pour l'habitat social</li> <li>• Promoteurs privés</li> <li>• SN-HLM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal,</li> <li>• Société de développement agricole (SODAGRI)</li> <li>• Comité interprofessionnel de la filière riz (Ciriz)</li> <li>• Comité interprofessionnel de la filière riz (Ciriz)</li> <li>• Union des Jeunes agriculteurs de Koyli Wirndé (UJAK)</li> <li>• Plate-forme des initiatives du Nord — Pinord</li> <li>• Comité interprofessionnel de la filière riz (Ciriz)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal</li> <li>• ONUDI</li> <li>• Agence Nationale de l'Aquaculture — SENEGEL</li> <li>• École Supérieure des Sciences Halieutiques et Aquacoles (ESSHA)</li> <li>• Société de développement agricole (SODAGRI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal</li> <li>• Frères des hommes (association d'apiculteurs)</li> <li>• Programme d'appui au développement de l'apiculture (Pada)</li> <li>• Plate-forme nationale des acteurs de la filière apicole</li> <li>• Nebeday (ONG)</li> <li>• Ruchers du Cayor (producteurs)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre National Interprofessionnel de la Filière Bissap</li> <li>• Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal</li> <li>• Coopérative Fédérative des Acteurs de l'Horticulture du Sénégal (CFAHS)</li> <li>• Enda Pronat</li> <li>• Société de développement agricole (SODAGRI)</li> <li>• Valda Africa</li> </ul>

# Goudiry

Département de Goudiry  
Région de Tambacounda

Population:  
7 455 (2011)

Type:  
Commune  
rurale



Goudiry est une ville située à la proximité de la frontière Malienne qui bénéficie des opportunités liées à l'économie de transit. Les secteurs économiques principaux sont le commerce, notamment la vente de pièces détachées pour les véhicules en transit, la mécanique, l'agriculture (mil, blé, arachide) et l'artisanat. La rénovation des routes dans la zone constitue une opportunité économique importante : en avril 2017, le Ministre de l'Economie, des finances et du plan a signé avec le Fonds Saoudien de Développement (FSD) une convention de prêt d'un montant de 34,496 milliards de FCFA pour financer la réhabilitation de la route Tambacounda-Goudiry et avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA) pour le tronçon Goudiry-Kidira-Bakel sur 170 km. Le dernier plan développé à Goudiry est le « Plan d'Investissement Communal de la Commune de Goudiry (PIC) » (November 2011).

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Une faible qualité des services liée à l'enclavement

Malgré des progrès (notamment la construction d'un lycée), la faiblesse de la qualité des services sociaux à Goudiry est à souligner:

- Faiblesse du niveau d'équipement des écoles et insuffisance de salles de classes
- Couverture en eau potable insuffisante
- Insuffisance d'éclairage public
- Absence d'instituts de formation
- Absence de routes départementales

« Parfois je me demande si nous faisons réellement partie du Sénégal. »

(Homme, 54, migrant de retour non assisté par l'OIM, Discussion de Groupe, Goudiry)

### L'impact de la migration sur le prestige social et le rôle dans la communauté est particulièrement important à Goudiry

« De nos jours à Goudiry, il y'a des maisons où si tu ne pars pas en Europe, tu ne participes pas aux prises de décision. On te sous-estime et te marginalise carrément et psychologiquement on est blessé. C'est pourquoi tous les moyens sont bons pour aller en Europe. » (Homme, 42 ans, migrant de retour non assisté par l'OIM, Discussion de groupe, Goudiry)

## PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENUE**

**47%** Moyenne de l'échantillon : **52%**

### DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail (13%)
2. Transport (11%)
3. Commerce de détails (11%)

% de répondants qui sont  
**INTERESSES POUR MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE**

**90%** Moyenne de l'échantillon : **91%**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**36%** Moyenne de l'échantillon : **41%**

% de répondants qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**47%** Moyenne de l'échantillon : **61%**

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Goudiry	Moyenne de l'échantillon
Education	20	43%
Papiers d'identité	21	30%
Logement	15	36%
Accès aux soins	17	41%
Eau potable	1	74%
Justice et Police	11	27%

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**60%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

% de répondants qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**

**35%** Moyenne de l'échantillon : **33%**

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**83%** Moyenne de l'échantillon : **74%**

% de répondants qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

**42%** Moyenne de l'échantillon : **49%**

% des répondants  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**24%** Moyenne de l'échantillon : **31%**

% de répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**29%** Moyenne de l'échantillon : **25%**

% de répondants qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

**66%** Moyenne de l'échantillon : **45%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**40%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**31%**

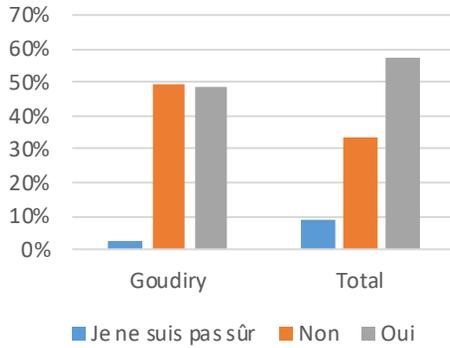
% de répondants  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**35%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**20%**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**80%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**84%**

## DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



## RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

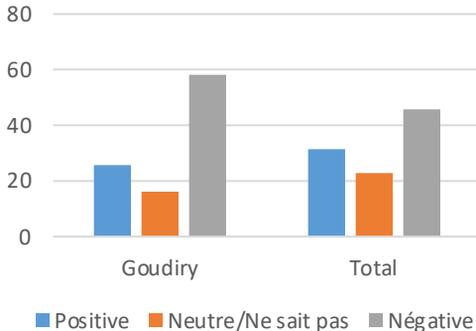
Tous les migrants de retour interrogés à Goudiry revenaient de l'Afrique, particulièrement des pays de la CEDEAO.

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**15%** Moyenne de  
l'échantillon:  
**18%**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**27%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**34%**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**22%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24%**

« Pas plus tard qu'avant-hier une femme qui devait accoucher a été mise sur une moto Jakarta pour l'amener à l'hôpital avec tous les risques que cela englobe ». Homme, 54 ans, Discussion de groupe, Goudiry

## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Opportunités dans le secteur de la construction avec le développement des routes.
- Opportunités dans les secteurs liés au transit des véhicules vers le Mali

### CONTRAINTES:

- Industrie du coton en déclin
- Absence de routes de qualité à l'intérieur du département
- Manque d'unités de transformation

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Tissu associatif développé

### CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base – notamment en termes d'accès à la santé (seuls 36% des personnes ayant eu une maladie l'an dernier ont sollicité une aide médicale)

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence d'associations de migrants de retour

### CONTRAINTES:

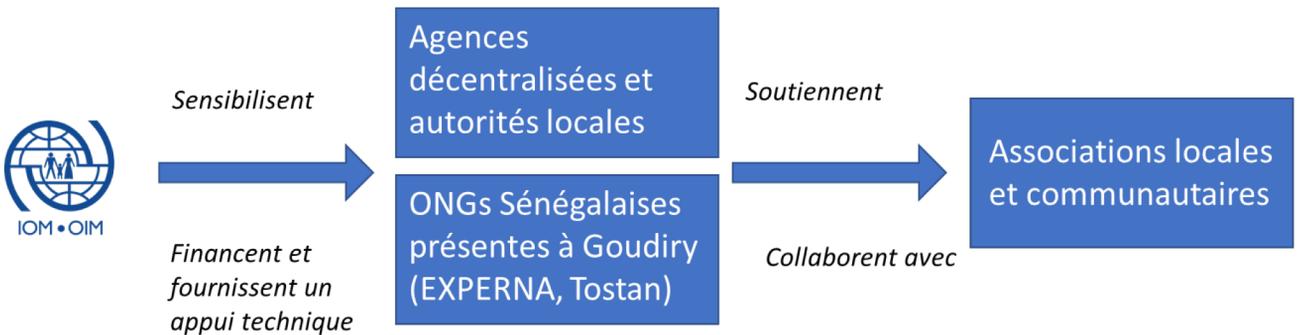
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

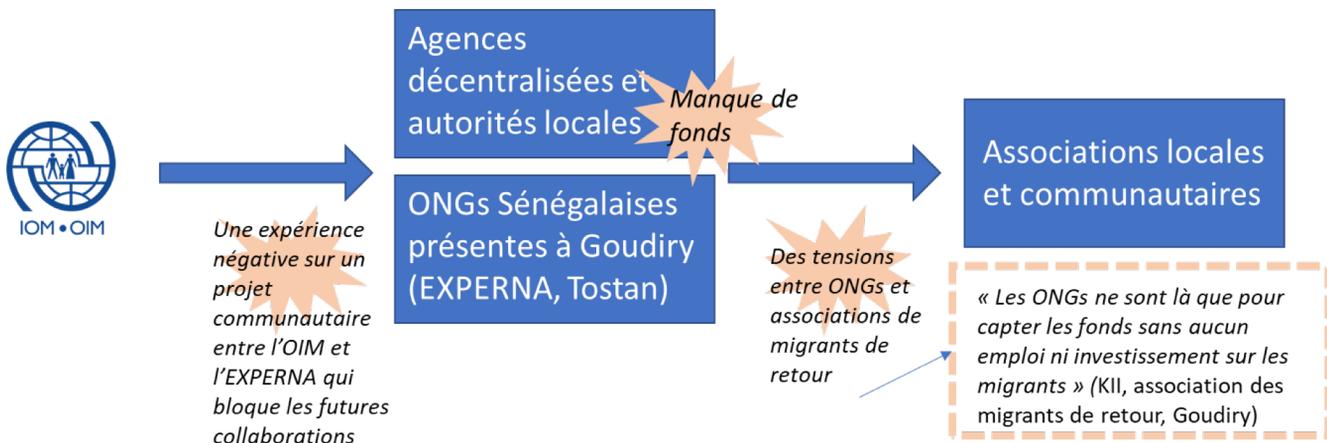
Acteur	Faiblesses/Forces	Economi- que	Social	Psycho- social	C4D
Conseil Départemental et Mairie	Connaissance des problématiques du retour, capacités limitées				
EXPERNA	Tensions avec l'OIM liées à des projets passés, expertise en entrepreneuriat dans l'agroforesterie	X	X	X	X
Tostan	Association respectée dans la communauté mais se concentre sur les femmes – pas alignée avec la démographie des bénéficiaires	X	X	X	X
Association des migrants de retour	Jugée comme politique par d'autres acteurs de la communauté			X	X
Associations de jeunesse (Association pour une nouvelle génération)	Capacités limitées mais des opportunités de participation aux conversations C4D				X
Associations de la diaspora (L'Association agir pour le département de Goudiry en France et Association du Debout de la Jeunesse de Boundou)	L'Association agir pour le département de Goudiry en France a co-financé la construction du lycée de Goudiry	X			
Goudiry FM/Boundou FM	Médias locaux de référence				X

**PRIORITES EN RENFORCEMENT DES CAPACITES:** Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local à travers des ateliers communs organisés au niveau local

## Système de Goudiry: Modèle



## Système de Goudiry: Réalité



# RECOMMANDATIONS

## SOCIOECONOMIQUE

## PSYCHOSOCIAL/C4D

- Mise en relation avec les prestataires en charge de la construction de la route
- Soutien aux projets individuels liés au transit des véhicules vers le Mali

- Organiser des ateliers de présentation avec les autorités locales pour co-construire les programmes de C4D.
- Former les radios locales au C4D

- Formations en transformation des produits agricoles et en marketing/valorisation
- Mise en place de projets communautaires de transformation Agricole

- Envisager un partenariat avec l'ONG Tostan pour tester la sensibilisation des mères de famille au retour et au départ des migrants

- Développement de la filière Bissap (voir recommandations systémiques)

- Identification d'un relai communautaire en charge de la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires

# Kolda

Département de Kolda  
Région de Kolda

Population:  
65,000 (2009)

Type:  
Chef-Lieu



L'Organisation Internationale pour la Migration a ouvert un bureau à Kolda en 2017 – ce qui donne l'opportunité de tester de nouvelles approches et de mettre en place des projets plus ambitieux grâce à un suivi plus rapproché. De nombreuses ONGs y ont une antenne, et l'Agence Régionale de Développement y abrite un Bureau d'Assistance, d'Orientation et de Suivi (BAOS) des Migrants de Retour. Kolda est desservi par un aéroport. Le cadre de développement est le Plan Régional de Développement Intégré (PRDI) de la Région de Kolda (2013-2018).

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Une région peu industrialisée

Selon le PRDI de Kolda, la région est la moins industrialisée du pays. L'industrie est « quasi absente », hormis les unités de coton de la SODEFITEX à Kolda ville. Le manque d'activités touristiques et le manque de modernité des outils agricoles sont deux contraintes au développement économique de Kolda.

### Peu d'infrastructures pour la jeunesse

Le PRDI note un nombre insuffisant d'équipements et d'infrastructures sportives et de jeunesse (foyers des jeunes, aires de jeux...) – considérés comme investissements non essentiels, notamment hors du chef-lieu. A Kolda, le Centre Départemental d'éducation Populaire et Sportive abrite le bureau de l'Agence Nationale Pour l'Emploi des Jeunes.



« Vous savez maintenant il y'a un vrai manque d'emploi dans les milieux comme l'agriculture et l'élevage parce que les projets ne sont pas financés et que la population augmente de plus en plus avec l'arrivée des jeunes du monde rural qui plus augmentent le taux de chômage dans Kolda ». » (Homme, 62, retraité, Discussion de Groupe, Kolda)

## PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENUE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**49%** **52%**

### DOMAINES D'ACTIVITE CLÉS:

1. Petit commerce de détail
2. Transport
3. Commerce de détails

% de répondants qui sont  
**INTERESSES DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**92%** **91%**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**39%** **41%**

% de répondants qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**59%** **61%**

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Kolda	Moyenne de l'échantillon
Education	-8	43%
Papiers d'identité	-14	30%
Logement	0	36%
Accès aux soins	-10	41%
Eau potable	-8	74%
Justice et Police	-4	27%

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**44%** **47%**

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS PROCHES**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**76%** **74%**

% de répondants qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**54%** **33%**

% de répondants qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**44%** **49%**

% des répondants  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**44%** **31%**

% de répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%** **25%**

% de répondants qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**43%** **45%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**27%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**31%**

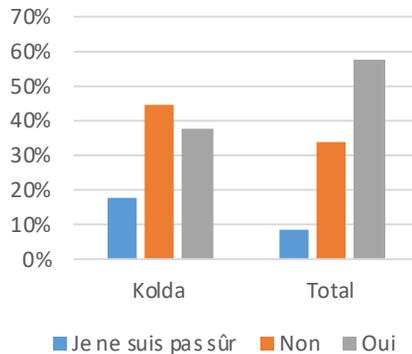
% de répondants  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**13%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**20%**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A

L'ETRANGER  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**89%** **84%**

## DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



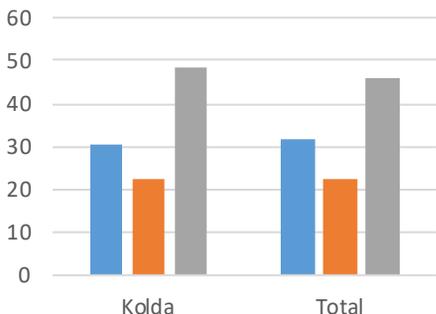
« Parfois même, je vois des vieux qui interdisent à leurs enfants de pratiquer l'émigration clandestine mais quand ils voient d'autres jeunes revenir et faire des réalisations, ils sont obligés de les laisser partir. Parce que leurs enfants vivent ici dans une souffrance atroce à cause du manque d'emploi, c'est pourquoi les jeunes voyagent beaucoup clandestinement, c'est aussi pourquoi on peut pas dire que la migration clandestine est mauvaise. Si tu réussis à travailler en Europe, le peu que tu gagnes permet d'investir beaucoup au Sénégal » (Homme, 51, Kolda, focus groupe)

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**22%** Moyenne de  
l'échantillon:  
**18%**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



■ Positive ■ Neutre/Ne sait pas ■ Négative

% de répondants qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES

PSYCHOSOCIAUX  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**9%** **34%**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%** **24%**

## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Expérience dans la mise en place de projets collectifs dans la région.
- Route en bon état vers Tambacounda/Dakar
- Construction d'un centre de formation (ONFP)
- Présence de l'Agence National pour l'Emploi des Jeunes (relai potentiel)

### CONTRAINTES:

- Manque d'infrastructure pour développer les chaînes de valeur

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence d'associations de migrants de retour

### CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base, en particulier hors de la ville

## PSYCHOLOGICAL DIMENSION

### OPPORTUNITIES:

- Tissu associatif développé

### CHALLENGES:

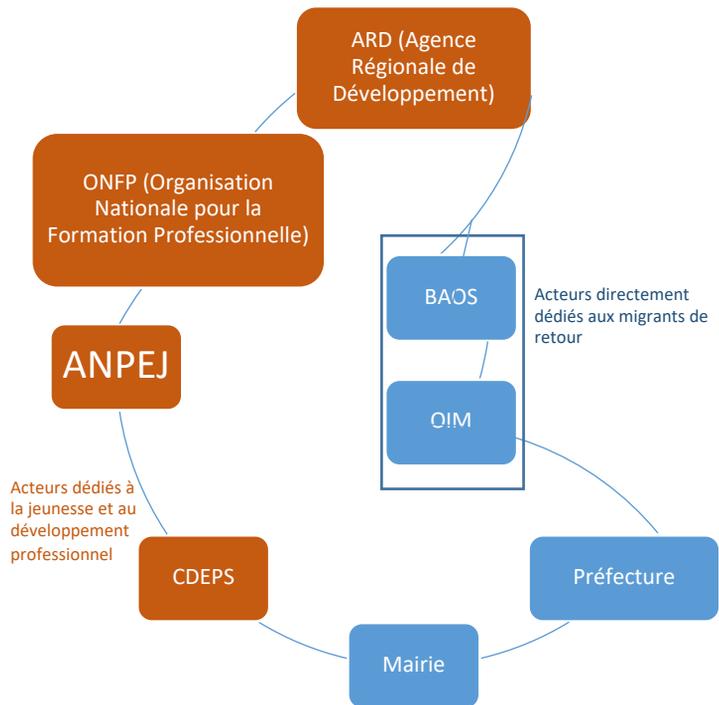
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales
- Perceptions sur les migrants de retour relativement négatives

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

## Kolda: des opportunités pour l'implication des acteurs locaux à travers un projet pilote

La Lumière, en coopération avec le gouverneur, a mis en place un « comité de pilotage des projets de réintégration » pour un projet financé par l'OIM et la CEDEAO. Cette approche par le projet permet l'implication de différents acteurs, notamment à travers une étude préliminaire menée par le service régional de la planification de Kolda, le service régional du développement local, l'Agence Régionale de Développement, et le Service Régional de la Statistique et de la Démographie.

*“La migration est une préoccupation pour beaucoup d'acteurs à Kolda, mais on ne peut pas arrêter la migration en 14 mois, la durée de vie du projet. Pour moi, il faut prioriser la stratégie de communication avec les modèles qui réussissent, donner l'exemple, on cherche un effet de communication” (Préfet de Kolda)*



## RECOMMANDATIONS

### ECONOMIQUE

- Soutenir les centres de formation déjà existants
- Formations en transformation des produits agricoles et en marketing/valorisation
- Mise en place de projets communautaires de transformation Agricole
- Investir dans des GIEs d'envergure
- Développement conjugué ou spécifique des filières riz, aquaculture, apiculture, *bissap* (verticalement – voir les recommandations systémiques)

### PSYCHOSOCIAL/C4D

- Se rattacher au projet La Lumière et organiser des ateliers de co-construction des besoins en sensibilisation et en services psychosociaux avec le comité déjà mis en place.
- Identification d'un relai communautaire en charge de la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires
- Rester en relation avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur qui a annoncé un [centre de formation en psychologie](#) à Kolda

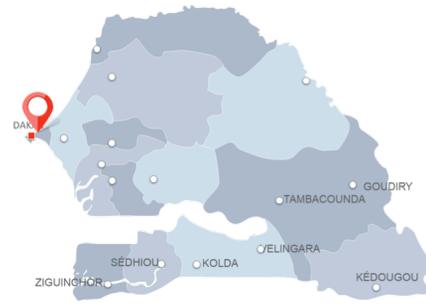
*S'assurer de la cohérence entre les projets en cours et les projets prévus à travers le point focal de Kolda*

# Pikine/Thiaroye-sur-Mer

Département de Pikine

Région de Dakar

Population: 1,170,791 (2013)  
Type: Chef-Lieu



Pikine se situe dans la banlieue de Dakar et inclut les arrondissements de Yeumbeul, Thiaroye, Mbao, and Keur Massar Maliika. Dans le cadre de l'étude, l'équipe de recherche s'est concentrée sur l'arrondissement de Thiaroye – et particulièrement la commune d'arrondissement de Thiaroye-sur-mer, une communauté de pêcheurs particulièrement marquée par les problématiques migratoires. Les données ne sont donc pas représentatives de l'ensemble de Pikine.

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Selon l'[ICRC](#), 77 jeunes hommes originaires de Thiaroye-sur-mer ont disparu en mer en effectuant la traversée vers l'Europe entre 2005 et 2017.

« Les départs étaient plus fréquents en 2006. Presque tous sont passés par la mer, mais maintenant avec la sensibilisation et les dangers sur la voie, on a peur de prendre des risques ». (Homme, « 38, Thiaroye-sur-Mer »)

Une [catastrophe sanitaire](#) a marqué Thiaroye-sur-Mer entre 2007 et 2008: la présence du plomb dans l'eau a mené à la mort d'environ 20 enfants.

La compétition avec la **pêche industrielle** a eu comme conséquence un appauvrissement de la communauté en diminuant le stock de poissons disponibles.

« Nos gouvernants ne aident en rien, il nous ont tué en vendant la mer avec les accords de pêche » (Entretien, Association des Migrants de Retour)

« Depuis que les bateaux sont là, on ne pêche pas assez, ils viennent prendre tous les bons poissons et nous laissent les déchets ». (Homme, 44, migrant de retour non assisté par l'OIM, Thiaroye-sur-Mer)

## PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec UN EMPLOI REMUNERE ou UNE ACTIVITE GENERATRICE DE REVENUE

**53%** Moyenne de l'échantillon : **52%**

### DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Pêche
2. Construction
3. Couture
4. Commerce de détails

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Pikine	Moyenne de l'échantillon
Education	-8	43%
Papiers d'identité	8	30%
Logement	-19	36%
Accès aux soins	-4	41%
Eau potable	11	74%
Justice et Police	-9	27%

% des répondants EN RECHERCHE D'EMPLOI

**25%** Moyenne de l'échantillon : **31%**

% de répondants qui sont INTERESSES DE MONTER LEUR PROPRE ENTREPRISE

**78%** Moyenne de l'échantillon : **91%**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles
3. Manque de compétences

% de répondants qui PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

**40%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

% de répondants qui ont LE BAC OU AU-DESSUS

**16%** Moyenne de l'échantillon : **33%**

% de répondants qui ONT SOUFFERT D'UNE MALADIE OU ACCIDENT L'ANNEE DERNIERE

**26%** Moyenne de l'échantillon : **25%**

% de répondants qui ont DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE MOYENS

**49%** Moyenne de l'échantillon : **41%**

% de répondants qui ont QUITTE L'ECOLE AVANT LA FIN

**76%** Moyenne de l'échantillon : **61%**

% de répondants QUI ONT UN GROUPE D'AMIS PROCHES

**72%** Moyenne de l'échantillon : **74%**

% de répondants qui ONT UN RESEAU SUR LEQUEL S'APPUYER

**11%** Moyenne de l'échantillon : **49%**

% de répondants qui VEULENT ACCEDER A DES SERVICES PSYCHOLOGIQUES

**41%** Moyenne de l'échantillon : **45%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**22%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**31%**

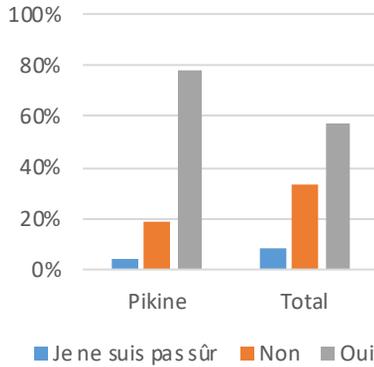
% de répondants  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**22%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**20%**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**88%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**84%**

## DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



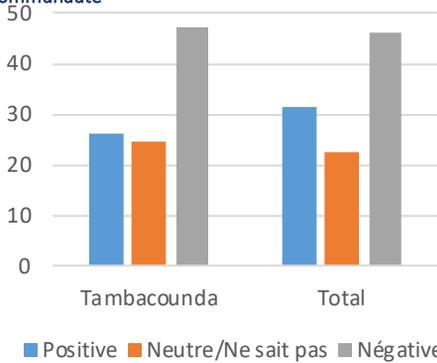
« On n'a pas d'emploi et les poissons se font rares. Si toutefois l'occasion se présente, je partirai car je ne peux pas accepter de vivre au crochets de mes parents » (Homme, 28, Pêcheur, Thiaroye-sur-Mer)

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**27%** Moyenne de  
l'échantillon:  
**18%**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Proximité de Dakar
- Industries présentes dans le département

### CONTRAINTES:

- Perte de vitalité du secteur de la pêche
- Manque de diversification des formations

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence d'associations de migrants de retour

### CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base – particulièrement au niveau de l'assainissement.

% de répondants qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**70%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**34%**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**33%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**24%**

« Il y a des inondations, le contenu des égouts se déverse dans les rues et les maisons. C'est pas bon pour notre santé. La saleté peut provoquer des maladies, la diarrhée ».

Femme, 38 ans,  
Discussion de  
Groupe, Thiaroye-  
sur-Mer

## PSYCHOLOGICAL DIMENSION

### OPPORTUNITES:

- Connaissance considérable des acteurs sur les problématiques psychosociales du départ et du retour

### CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales spécifiquement sur les questions de retour

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Beaucoup d'associations de rapatriés sont présentes à Pikine - mais elles ont peu de capacité et se perçoivent comme rejetées des systèmes nationaux et locaux de réintégration.



## RECOMMANDATIONS

### SOCIOECONOMIQUE

- Soutenir les centres de formation déjà existants
- Au niveau de Dakar/Pikine, piloter une rencontre avec les entreprises privées (de type afterwork) pour un projet du type MAGNET comme en Irak – proposer des apprentissages, du placement en entreprises en échange du financement pour la formation qui correspond aux besoins de l'entreprise
- Développement de la filière aquacole (maritime et continentale - capture et élevage) (voir recommandations systémiques)
- Aide à l'obtention du certificat d'embarquement pour travailler dans la pêche industrielle – même si le développement futur du secteur est compromis par le niveau actuel de l'effort de pêche qui met en danger la durabilité des ressources.

### PSYCHOSOCIAL/C4D

- Former l'association des migrants de retour aux besoins psychosociaux
- Se rapprocher de l'association des femmes de Thiaroye-sur-Mer pour tester la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires

# Tambacounda

Département de Tambacounda  
Région de Tambacounda

Population: 79,000  
Type: Chef-Lieu



Tambacounda est la plus grande ville de l'Est du Sénégal, au carrefour des routes vers la Basse Casamance, Guinea et le Mali. Le Plan de développement communal de la ville de Tambacounda (PDC) va être présenté en Mars 2018.

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

L'Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-2011) classe la région de Tambacounda comme région de forte pauvreté tout en notant une baisse de la pauvreté de 76.9 % en 2005 à 62.5% en 2011.

« Parfois, il m'arrive de me demander si réellement Tamba fait partie du Sénégal. Nous sommes laissés en rade, c'est pourquoi les jeunes préfèrent prendre la route pour des lendemains meilleurs » (Ménagère, 32, Focus Groupe, Tambacounda).

En 2016, l'OIM a mis en place deux projets communautaires à travers les ONGs La Lumière (Projet pilote et communautaire de réintégration de migrants retournés dans les régions de Tambacounda et de Kolda) et l'EXPERNA (Projet d'appui aux migrants sénégalais retournés à Tambacounda et leurs communautés bénéficiaires de projets de maraîchage). A Missirah, le projet de La Lumière a été mis en place, alors que celui de l'EXPERNA a été interrompu lors de sa mise en place.

"L'OIM et La Lumière ont lancé un jardin collectif pour les migrants de retour et la jeunesse locale. Beaucoup d'entre nous n'ont pas de compétences en agriculture – et nous ne sommes pas intéressés. Je veux faire du business. Je me suis inscrit pour rester actif, mais ça fait quatre mois que je n'y suis pas allé. Les ONGs et l'OIM ne nous aident pas à faire ce qu'on veut. Il n'y a pas eu de consultation, alors nous n'étions pas très enthousiastes" (étude de cas, Tambacounda, bénéficiaire d'un jardin collectif de La Lumière, projet MEASURE).



## PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENUE**  
**49%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**52%**

### DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail
2. Transport
3. Commerce de détails

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Tamba- counda	Moyenne de l'échantillon
Education	5	43%
Papiers d'identité	-5	30%
Logement	10	36%
Accès aux soins	9	41%
Eau potable	-1	74%
Justice et Police	2	27%

% des répondants  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**  
**33%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**31%**

% de répondants qui sont  
**INTERESSES DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE**  
**100%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**91%**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles
3. Manque de compétences

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
**42%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**47%**

% de répondants qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**  
**34%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**33%**

% de répondants qui ont  
**SONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**  
**24%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25%**

% de répondants qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
**31%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**41%**

% de répondants qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**  
**57%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**61%**

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS PROCHES**  
**72%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**74%**

% de répondants qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
**39%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**49%**

% de répondants qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
**49%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**45%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**42%** Moyenne de  
l'échantillon : **31%**

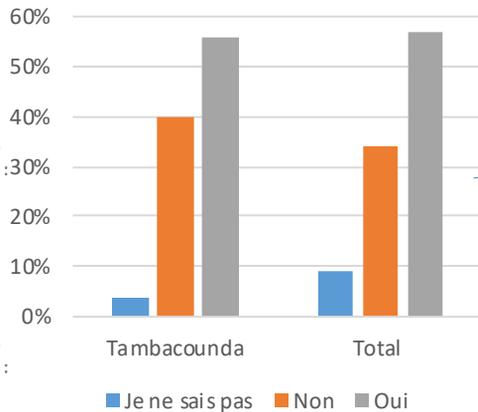
% de répondants  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**13%** Moyenne de  
l'échantillon : **20%**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**81%** Moyenne de  
l'échantillon : **84%**

## DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



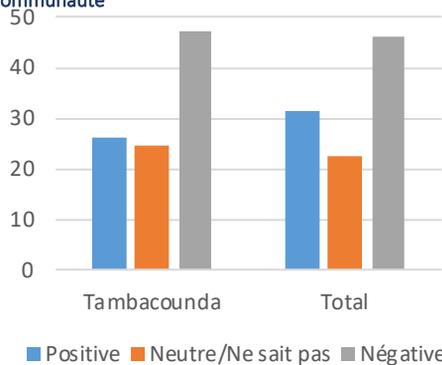
« Tambacounda est comme le reste du Sénégal aujourd'hui, même Dakar. Les jeunes sont désœuvrés et ne voient pas un futur ici, surtout dans les campagnes. Les jeunes s'ennuient, les garçons surtout, mais les filles aussi, à cause du choc entre leurs rêves et la tradition. (...) Ils ne veulent pas faire comme leurs parents. Et dans les villes, il faut la débrouille pour obtenir un petit boulot, mal payé. Donc ils partent pour gagner l'expérience, le respect et aussi l'argent parfois. Ensuite ils viennent s'établir ici, à Tambacounda, mais le retour est souvent vu comme un échec. »  
(Femme, 31, Tambacounda, focus group)

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**27%** Moyenne de  
l'échantillon: **18%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES

PSYCHOSOCIAUX  
**43%** Moyenne de  
l'échantillon : **34%**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**18%** Moyenne de  
l'échantillon : **24%**

## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Expérience dans la mise en place de projets collectifs dans la région.
- Réseau de routes vers les autres centres urbains du Sénégal
- Présence des agences décentralisées (Agence National pour l'Emploi des Jeunes)

### CONTRAINTES:

- Manque d'infrastructure pour développer les chaînes de valeur

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence d'ONGs sensibilisées aux questions du retour et d'un BAOS

### CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base, en particulier hors de la ville

## PSYCHOLOGICAL DIMENSION

### OPPORTUNITIES:

- Tissu associatif développé

### CHALLENGES:

- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales
- Perceptions sur les migrants de retour relativement négatives

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Des efforts de mise en place de cadre de concertation ont été menés par la DGSE et l'ONG VIS. Néanmoins, d'autres acteurs clés impliqués dans l'assistance à la réintégration regrettent de ne pas avoir invité, et notent des compétitions entre les acteurs qui inhibent une gouvernance locale inclusive.

Acteurs dédiés à la jeunesse et au développement professionnel

ARD (Agence Régionale de Développement)

ANPEJ

BAOS

VIS

OIM

La  
Lumière

Acteurs directement dédiés aux migrants de retour

Mairie

Préfecture

« Nous avons lancé un Plan d'Action Concerté à Tamba, avec le soutien de VIS, pour une gouvernance inclusive » - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Etranger, Direction Générale des Sénégalais de l'Etranger (DGSE).

## RECOMMANDATIONS

### ECONOMIQUE

- Soutenir les centres de formation déjà existants
- Formations en transformation des produits agricoles et en marketing/valorisation
- Mise en place de projets communautaires de transformation Agricole
- Investir dans des GIEs d'envergure
- Développement des filières apiculture et bissap (voir recommandations systémiques)

### PSYCHOSOCIAL/C4D

- Encourager l'organisation d'un atelier pour l'implémentation du Plan D'Action Concerté de Tambacounda
- Sensibiliser aux besoins psychosociaux des migrants de retour.
- Identification d'un relai communautaire en charge de la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires

# Velingara

Département de Velingara  
Région de Kolda

Population du département:  
21,000 (2011)

Type:  
Commune



La ville de Vélingara est le centre urbain principal du département de Vélingara et est située dans une zone d'échanges transfrontaliers – entre le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau.

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Industrie et agriculture

Le département de Vélingara domine la production cotonnière au Sénégal - d'après la SODEFITEX, en 2013, 44% de la production cotonnière sénégalaise de la campagne passée ont été récoltés dans ce département.

### Cohésion entre les autorités et la population

Les participants aux groupes de discussion et aux entretiens individuels notent un manque de confiance entre les autorités locales et la population, dû à des promesses considérées non tenues.



L'image appartient à Allthecities.org

### L'accès au foncier est une contrainte importante dans la région:

l'allocation des terres sous le domaine national est considérée peu efficace and équitable. Ce régime se caractérise entre autres par un accès gratuit à la terre, un accès à la terre lié à la preuve d'une capacité de mise en valeur et par l'administration de ces terres par les collectivités décentralisées- les conseils ruraux – sous la tutelle de l'Etat.

« Le problème du foncier constitue une bombe à retardement chaque jour les gens sont au tribunal pour des problèmes foncier » (Entretien avec un acteur local, Vélingara)

## PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec  
UN EMPLOI REMUNERERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENUE

**63%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**52%**

### DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Transport
2. Petit commerce de détail
3. Restauration

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Velingara	Moyenne de l'échantillon
Education	-6	43%
Papiers d'identité	-13	30%
Logement	3	36%
Accès aux soins	-9	41%
Eau potable	-8	74%
Justice et Police	5	27%

% des répondants  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

**34%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**31%**

% de répondants qui sont  
INTERESSES DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE

**97%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**91%**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

**52%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**47%**

% de répondants qui ont  
LE BAC OU AU-  
DESSUS

**34%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**33%**

% de répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE

**27%** Moyenne de  
l'échantillon  
**25%**

% de répondants qui ont  
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

**45%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**41%**

% de répondants qui ont  
QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN

**60%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**61%**

% de répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS

**70%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**74%**

% de répondants qui  
ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

**49%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**49%**

% de répondants qui  
VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

**43%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**45%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**28%** **31%**

% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**13%** **20%**

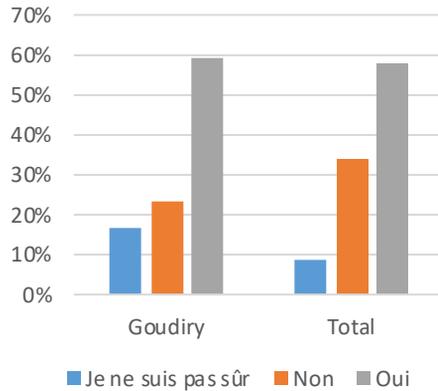
% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**82%** **84%**

## RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI A L'ETRANGER

1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

## DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



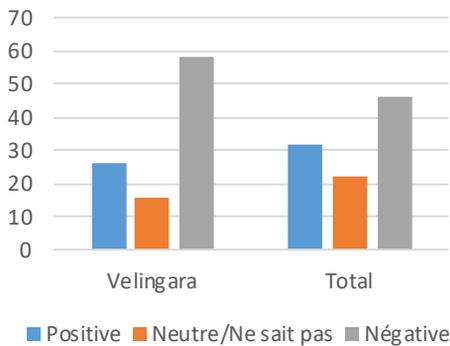
Une évolution du profil migratoire  
« Les migrants qui quittent le terroir ont un profil différent. La première vague de migrant partait légalement par la voie aérienne et sans risque majeur, et souvent ils avaient un travail qui leur permettait de gagner leur vie. Mais aujourd'hui ceux qui partent sont le plus souvent des jeunes sans emploi qui n'avaient pas des opportunités de travail rentable. Mais ces deux mouvements ont un point commun c'est la recherche de meilleures conditions de vie. Le phénomène migratoire est plus important aujourd'hui que il y a plus de 15 ans » (Homme, 29, Focus Groupe, Velingara)

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

Moyenne de  
l'échantillon:  
**21%** **18%**

## Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

Moyenne de  
l'échantillon :  
**27%** **34%**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**19%** **24%**

## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Amélioration des infrastructures et des routes
- Mise en place de projets agricoles dans la région à travers le Fonds Fiduciaire

### CONTRAINTES:

- Industrie du coton en déclin
- Sous-emploi et hivernage dans le secteur agricole

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Tissu associatif développé
- Présence d'instituts de formation

### CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base

## PSYCHOLOGICAL DIMENSION

### OPPORTUNITES:

- Présence d'associations de migrants de retour

### CHALLENGES:

- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales

# ACTEURS DE LA COMMUNAUTE

## ACTEURS CLES DE LA COMMUNAUTE:

Les associations de jeunes ont un rôle **potentiel important dans les discussions C4D liées au retour et au départ**. Les radios communautaires (Bantaré FM) peuvent également être impliquées dans la mise en place de discussions C4D.

**Autorités locales:** Se concentrer sur les structures délocalisées, moins politisées et avec un turnover moins important.

Bien que des **programmes économiques nationaux** tels que l'ANPEJ interviennent à Vélingara, les bureaux sont généralement localisés à Kolda. L'accès à ces services économiques est donc limité.

## PRIORITES EN RENFORCEMENT DES CAPACITES:

- Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local à travers des ateliers communs organisés au niveau local.
- Renforcement des capacités des associations de jeunes et des associations des migrants de retour sur le volet C4D.

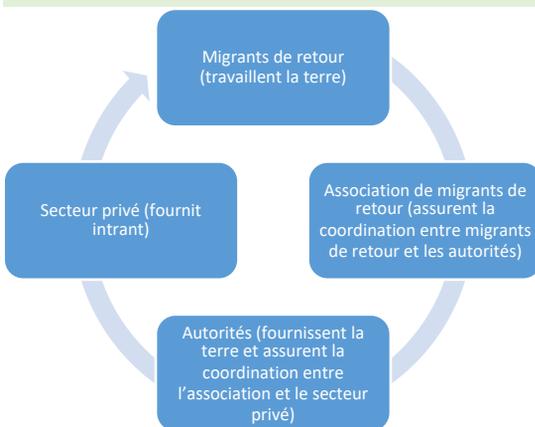
## Vélingara: des exemples de modalités d'implication des acteurs privés au niveau local

### A travers l'octroi d'intrants

L'Association des Migrants de Retour s'est formalisée pour être accompagné par la **préfecture**. La préfecture les a soutenu dans le processus d'octroi des terres pour le maraîchage et la **Sodefitec**, en partenariat avec l'Etat, a fourni les intrants (engrais, pépinières) aux migrants.

### A travers des politiques informelles en faveur des migrants de retour

A Vélingara, l'Entreprise Diaby et Frère embauche en priorité des migrants de retour – ce qui leur a permis de recevoir l'appui du préfet pour l'obtention de titres fonciers.



*Effectivement en matière de recrutement je préfère recruter des personnes de retour à l'immigration. Pour moi c'est une façon de les aider pour qu'ils réintègrent mieux dans la société enfin de venir en aide à leur famille. « (Directeur de l'Entreprise Diaby et Frères)*

# RECOMMANDATIONS

## ECONOMIQUE

- Mutualiser l'expérience de l'association des Migrants de Retour de Vélingara et organiser une conférence pour illustrer les succès des coopérations autorités locales/associations de migrants/secteur privé.
- Envisager la systématisation de ce type de coopération à travers l'invitation du secteur privé dans les formations de sensibilisation aux collectivités locales.
- Développer les filières riz et bissap – sur la verticalité de la chaîne de valeur (voir recommandations systémiques)

## PSYCHOSOCIAL/C4D

- Organiser des ateliers de présentation avec les autorités locales, les associations de jeunes et les associations de migrants de retour pour co-construire les programmes de C4D.
- Former les radios locales au C4D

- Identification d'un relai communautaire en charge de la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires

## V. RECOMMANDATIONS POUR OIM — SÉNÉGAL

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Sénégal dans les trois dimensions de la réintégration — économique, sociale et psychosociale. Afin d'assurer une réintégration durable, les mécanismes de réintégration doivent être envisagés dans le court et long terme.

- **Court terme/phase de réinsertion.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales — que ce soient des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration réussie.
- **Long-terme/phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape complexe pour l'OIM. Elle est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et pour s'assurer que les causes d'origine de la migration sont combattues. Le suivi consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire — que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.<sup>5</sup>
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

Les recommandations s'articulent autour des trois axes suivants, développés dans le reste de la section :

- 1. Recommandations économiques : favoriser l'accès à l'emploi des migrants assistés au retour et des jeunes de la communauté** à travers (i) une approche entrepreneuriale, basée sur un socle de formation solide et (ii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneux et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 4 (gestion des déchets, tourisme, BTP, filières riz, aquaculture, apiculture et bissap) sont en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, par le développement de coordination entre acteurs, de coopératives, par une inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).
- 2. Recommandations sociales et psychosociales : renforcer les capacités.** L'OIM met actuellement en place un système pour garder des contacts avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des organisations de la société civile comme CEVI ou FOSCAO, des groupes de discussion, la Croix-Rouge, ou bien encore l'assistant de réintégration ou case-manager.

---

<sup>5</sup> Voir l'AVRR Global Monitoring Tool  
OIM – Sénégal / Rapport de Synthèse / Décembre 2018

**3. Recommandations institutionnelles : contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes sénégalaises à l'échelon local comme à l'échelle nationale.** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel/technique). Ces deux types de soutien — par le biais de formations techniques et professionnelles — doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelon national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

### RECOMMANDATIONS ÉCONOMIQUES

L'insertion économique des jeunes peut se faire par deux biais : à travers l'auto-emploi, et l'emploi formel. Pour faire face aux défis de l'inclusion dans le marché du travail, trois types d'approches pour aider les migrants assistés à s'intégrer à l'économie locale, et notamment à ces secteurs, mais aussi le secteur privé au sens plus large, ont été identifiées lors de l'étude :

- Une approche **entrepreneuriale**, fondée sur un socle d'étude des besoins communautaires, sur des formations individuelles, un financement et un suivi technique ;
- Une approche **filières**, privilégiant des soutiens ponctuels aux différentes chaînes de valeur en utilisant la capacité technique, coordinatrice (partenaires) ou financière de l'OIM ;
- Une approche **placement**, vers les projets de jeunes (entrepreneux et emplois formels) et le secteur privé, fondée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information.

**L'approche entrepreneuriale** est centrée sur des initiatives :

- i. **À petite échelle** — les projets peuvent être individuels ou collectifs, et inclure des jeunes de la communauté.
- ii. **Fondées sur les besoins de la communauté et du marché.** L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, etc. Au-delà de ces résultats plutôt traditionnels, l'impact peut également être positif sur la perception des migrants de retour.
- iii. Générées par des migrants de retour bénéficiant d'une **formation technique et d'un soutien en nature** de l'OIM et d'autres partenaires.

Cette première approche vise non seulement à intégrer socioéconomiquement les migrants de retour et les non-migrants à travers l'entrepreneuriat, mais aussi à avoir un impact positif sur le contexte social, économique, environnemental et sociétal au niveau communautaire. Dans cette logique, les observations de l'équipe de recherche et des parties prenantes interrogées lors du terrain de recherche dans les cinq communautés confirment les conclusions d'études récentes<sup>6</sup> sur les besoins en traitement des déchets et en recyclage dans les zones urbaines. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelon communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM, un accent tout particulier doit être mis sur les points suivants :

<sup>6</sup> Hoornweg, D. et Bhada-Tata, P. (2012). *What a Waste: A Global Review of Solid Waste Management*, Urban development series; knowledge papers no. 15. World Bank, Washington (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17388>) : « La production de déchets varie en fonction de la richesse, mais les variations régionales et nationales peuvent être importantes, tout comme les taux de production dans la même ville. La production de déchets en Afrique subsaharienne est d'environ 62 millions de tonnes par an. La production de déchets par habitant est généralement faible dans cette région, mais couvre une large fourchette allant de 0,09 à 3,0 kg par personne et par jour, avec une moyenne de 0,65 kg/habitant/jour. »

- i. Une analyse triangulée des besoins communautaires identifiés dans le tableau 2 (Aperçu des défis socioéconomiques par communauté), un repérage des opportunités existantes et une définition de priorités communautaires en lien participatif avec les membres de la communauté locale :
- **Identification des besoins à Pikine** : L'identification des besoins communautaires à Pikine fait apparaître des besoins aigus dans le domaine de l'environnement (traitement des déchets), du financement, de l'éducation, de la formation et de l'assistance psychosociale. Suite à une réunion communautaire avec les membres de la communauté, il apparaît que certains besoins sont confirmés, d'autres perçus comme secondaires ou moins urgents, etc. En affinant la liste, l'OIM peut ainsi articuler ses formations et assistances aux besoins concrets des communautés ;
  - **Repérage des opportunités existantes à Tambacounda** : si certaines infrastructures d'adduction d'eau et d'irrigation préexistent, la filière piscicole reste à ce jour inexploitée. Cette opportunité, soulignée par les parties prenantes (dont l'OIM), serait-elle techniquement, financièrement et environnementalement soutenable dans le contexte local ? Après un débat avec les acteurs locaux et la population, une étude de faisabilité rapide est recommandée.
- ii. Des formations techniques — conduites par l'OIM ou par des partenaires compétents — ainsi que sur le suivi technique et financier. L'OIM peut aider les migrants assistés ainsi que les jeunes des communautés de retour (approche paritaire) pour développer des modules spécifiques centrés autour des besoins de la communauté identifiés en phase 1. Les formations longues ou plus techniques sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac ou des qualifications techniques supérieures équivalentes.
- **Formations à la gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le « Sustainable Recycling Industries » (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda). Leur approche dite de « co-design » fait des membres de la communauté les co-inventeurs, co-créateurs de solutions environnementales contextualisées à la communauté.
- iii. Une exigence de standards sociaux et environnementaux dans les secteurs porteurs et identifiés avec les communautés, afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine tout en garantissant la nature éthique et écoresponsable de l'assistance de l'OIM. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et facilitera leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme utiles à la communauté dans son ensemble. Ces standards incluent par exemple :
- **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.

**L'approche filière** favorise le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation : il est recommandé à l'OIM de contribuer en particulier à améliorer la chaîne de valeur du dans les communautés locales, tout en prenant en compte les logiques nationales (régulations, planification, innovations expérimentées avec succès dans d'autres pays ou régions, et la consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments). Cette approche devrait être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés (les homologues gouvernementaux, les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents) et ciblée sur :

- La diffusion des améliorations techniques expérimentées avec succès au Sénégal ou ailleurs ;
- La soutenabilité socioéconomique et environnementale (labels Fairtrade, recyclage etc.), et
- La consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments).

Enfin, dans le cadre de **l'approche placement**, deux types de placement sont possibles en Sénégal dans le cadre d'un système d'orientation. D'abord, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets existants dédiés à la jeunesse**. Cela nécessite les étapes suivantes : (i) Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour, (ii) Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas, et (iii) Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour — commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (proposition approuvée lors de l'atelier de validation).

Ensuite, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **le secteur privé**. L'importance d'impliquer le secteur privé est souvent mise en exergue par les rapports d'évaluation, mais les modalités sont ambiguës et demandent l'attention d'un chargé spécifique aux questions de suivi avec le secteur privé — ce qui n'est pas réaliste dans le cadre de l'approche « projets » en place de l'OIM :

- *L'exemple du recyclage (voir par ailleurs) paraît particulièrement pertinent avec : i) une demande sans cesse croissante dans chacune des communautés de l'étude ; ii) un environnement législatif (loi interdisant le plastique) favorable ; et iii) l'existence d'une myriade d'acteurs compétents (secteur privé ou ONG). L'OIM peut établir des passerelles avec les acteurs du secteur afin de subventionner des embauches, de financer des formations, d'assurer le suivi technique ou les études d'impact (en échange d'embauches de jeunes migrants de retour ou de stages pour de potentiels entrepreneurs dans ce secteur). Une journée d'échanges est de ce point de vue recommandée afin de développer un modèle innovant et participatif de réintégration profitable à la communauté comme aux acteurs du secteur – tels que l'Institut des Métiers de l'Environnement et de la Métrologie (IMEM), l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), les acteurs directs de la filière comme SIMPA, Proplast, Recuplast, MJ'EAU, LVIA, Kuljuro Keso, TEKKI ART, ainsi que des experts techniques externes (MIT ou SRI) ou des groupes internationaux (VEOLIA) par le biais de la Responsabilité Sociale des Entreprises.*

## RECOMMANDATIONS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES

Les dimensions sociales et psychosociales sont tout aussi cruciales que la dimension économique. On note en Sénégal une connaissance certaine des acteurs sur les problématiques psychosociales du départ et du retour, mais une insuffisance d'acteurs formés dans le domaine psychosocial.

**L'urbanité des zones de retour présente à la fois des avantages et des inconvénients.** D'un côté, les migrants en zones urbaines peuvent souffrir d'un manque de réseaux sociaux, particulièrement si la zone de retour n'est pas leur zone d'origine. De l'autre, le suivi psychosocial est facilité par la présence de plusieurs ONG et la proximité géographique des migrants de retour avec l'OIM dans les zones urbaines.

**Comment renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale ?** Plusieurs étapes sont à considérer :

- L'OIM pourrait collaborer avec les associations locales pour assurer un suivi après le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine. L'OIM, par le biais de ces organisations/associations, pourrait aider les bénéficiaires à s'organiser en associations ou en groupes organisés qui se soutiennent et s'informent mutuellement, mais facilitent également la réintégration sociale. De même, l'OIM pourrait appuyer la création de centres d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques (au sein de structures existantes) ;

- L'OIM pourrait également coopérer avec la Croix-Rouge (qui fournit déjà des formations socioprofessionnelles sur le terrain) ou les organisations présentes dans les communautés pour soutenir la formation du personnel dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles, viols, maltraitances, violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles ;
- En général, il semble qu'il n'y ait qu'une offre limitée d'activités sociales pour les jeunes dans les communautés étudiées. L'OIM pourrait coopérer avec des ONG locales ou des associations de jeunes pour offrir un « programme d'activités mixtes » incluant des activités de socioculturelles, sportives et récréatives, des formations et des informations sur les opportunités d'emploi.

## RECOMMANDATIONS INSTITUTIONNELLES : INFORMATION ET FORMATION

**La formation et le partage de l'information sont deux conditions sine qua non pour assurer le succès de ces approches.** Bien que ces deux approches impliquent des activités différentes à mettre en place par l'OIM, elles requièrent deux éléments communs : un soutien financier à fournir au migrant assisté et l'accès à la formation et à l'information.

- D'abord, un **soutien financier** doit être fourni aux migrants de retour durant la durée du programme de réintégration/formation pour s'assurer que le bénéficiaire puisse subvenir à ses besoins et aux besoins de sa famille. Cela assure que les migrants assistés n'utilisent pas les fonds destinés au financement du projet entrepreneurial pour leurs dettes ou frais médicaux.
- Ensuite, certaines **compétences** spécifiques nécessaires à une réintégration réussie dans le marché du travail du pays d'origine doivent être renforcées à travers des programmes de formation, accompagnés d'un **partage effectif de l'information** portant sur le marché du travail local et les opportunités locales existantes. **La formation et le partage de l'information sont en effet une étape cruciale avant et après le retour.** Dans un rapport de 2018<sup>1</sup> pour l'OIM Maroc portant sur les principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine, et notamment le Sénégal », Samuel Hall argumente que le partage de l'information sur le pays d'origine est crucial avant le départ pour deux raisons principales. D'abord, de nombreux migrants de retour ont indiqué que les informations fournies par l'OIM dans les pays d'accueil/de transit différaient sensiblement des conditions rencontrées et de l'aide reçue à leur retour. Enfin, cela permet aux migrants de retour de mobiliser les informations nécessaires pour se préparer au retour dans leur pays d'origine.

Dans les cas où le bureau de l'OIM dans le pays d'accueil ou de transit n'a pas les ressources nécessaires pour préparer les migrants en amont, il est nécessaire que **l'OIM Sénégal organise des réunions d'information et des séances individuelles** pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. Les sessions doivent se concentrer sur deux types d'information économiques :

- Pour les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi : les secteurs clés de l'économie au niveau national et local, les financements publics et privés disponibles et les modalités pour y accéder, les démarches pour accéder au crédit, les organisations qui peuvent soutenir le développement de business plans, et les démarches administratives à suivre pour l'entrepreneuriat individuel ou la mise en place de GIE.
- Pour les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi formel : les bureaux d'emploi disponibles dans le pays d'origine et les démarches pour bénéficier de leurs services et l'éventail des emplois dans les secteurs clés (notamment agricoles).

- Pour tous : les modalités d'accès à l'éducation primaire et supérieure, à l'apprentissage et à la formation professionnelle. Présentation claire du soutien disponible et fourni par l'OIM, et présentation des activités pertinentes des autres organisations internationales et nationales.

L'OIM Sénégal est en position d'animer ces sessions, sur la base des rapports pays cartographiques de l'OIM. Parmi les bonnes pratiques, on retiendra les suivantes :

- Inviter des entrepreneurs locaux pour présenter leurs expériences
- Développer un site web qui présente une information actualisée sur les pays d'origine, en collaboration avec les bureaux OIM dans les pays d'accueil.

À noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux).

**La formation** est essentielle pour s'insérer sur le marché de l'emploi formel ou informel. Deux types de formation peuvent être envisagés en fonction des aspirations des migrants de retour :

- Des formations courtes pour les migrants de retour qui fournissent un coaching, les standards des secteurs clés, et encouragent la mise en place de réseaux de migrants de retour.
- Des formations longues pour acquérir un socle de compétences solides.

**Les formations courtes** doivent inclure une dimension de **coaching** pour personnaliser le soutien fourni et encourager la confiance en soi chez les migrants de retour — qui ont pu développer des sentiments d'échec suite à l'interruption de leur projet migratoire. Le « coach » peut être un membre de l'OIM, un(e) assistant(e) social(e), ou un entrepreneur — en fonction du niveau de vulnérabilité du groupe de migrants qui reçoit le soutien. Ces formations courtes doivent inclure un apprentissage sur les **standards** dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la pré-formation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et facilitera leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme. Ces standards incluent :

- **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.
- **BTP** : Présenter les standards de construction durable et écologique.<sup>1</sup>
- **Tourisme** : Présenter les options d'éco-tourisme — forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.
- **Gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le « Sustainable Recycling Industries » (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda).

Les sessions d'information et les formations peuvent **constituer un lieu de création de lien social entre les migrants de retour** — l'OIM Sénégal doit donc fournir un espace pour permettre aux migrants candidats au retour de partager leur expérience et de se mettre en réseau avant le retour au pays. Cette plateforme peut également permettre à l'OIM de présenter les projets collectifs ; et aux migrants de retour de se mettre en groupe avant le retour s'ils vivent dans des zones similaires. Le réseau d'entraide peut avoir des bénéfices économiques, mais également psychosociaux en fournissant un lieu offrant une liberté d'échange sur les difficultés du retour, et des traumatismes liés à l'échec du projet migratoire.

**Les formations longues** sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac. L'OIM peut aider les migrants assistés lors de la phase de candidature, ou se mettre en contact avec les centres de formation afin de créer un partenariat.

## STRATÉGIE C4D POUR OIM — SÉNÉGAL

Cette section vise à nourrir la réflexion de l'OIM quant aux outils, messages, relais pouvant être utilisés pour l'élaboration de leur stratégie de communication.

À l'échelle institutionnelle, il est important d'associer les partenaires locaux de manière plus volontariste et transparente. Certains entretiens avec des ONG et CSO partenaires suggèrent que la perception du statut et des responsabilités de l'OIM a beaucoup évolué avec la mise en œuvre de l'EUTF. Un risque d'incompréhension, des divergences stratégiques, des désaccords opérationnels peuvent apparaître entre l'OIM et ses partenaires (en amont, les bailleurs ; en aval, les ONG, les OSC) si l'OIM ne prend pas les devants en affinant sa communication avec ces différents acteurs : i) mise en place d'ateliers d'échange, d'information, et de restitution fréquents ; ii) définition d'indicateurs simples de transparence et de responsabilité (opérationnelles et financières) ; iii) études d'impact objectives (en vue d'un apprentissage partagé entre bailleurs, OIM et ses partenaires). Une stratégie concertée doit être mise en œuvre avec les partenaires : « *L'OIM a un mandat, ce ne sont pas des robots. Les ONG et autres partenaires ne doivent pas non plus se comporter comme des partenaires de services. On parle de mobilités humaines, pas simplement d'offre et de demande économique. L'OIM doit rompre avec le top-down, et favoriser la transparence et la concertation pour coller à son mandat et améliorer ses résultats.* » (Ancien OIM-Régional, Afrique de l'Ouest)

À l'échelle individuelle et communautaire, la stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte certaines spécificités dans la dynamique migratoire locale et les agents d'influence identifiés, notamment le **manque de confiance dans le collectif au Sénégal** (État, institutions, organisations) : bien que les perceptions semblent très contrastées entre les communautés, il y a un consensus autour de la question du degré d'honnêteté perçue des autorités locales, la police et les juges, tous jugés très négativement par les répondants. Seuls les leaders traditionnels semblent très respectés. On note par ailleurs l'importance des groupes et associations communautaires pour les répondants, quelle que soit la communauté ciblée, avec 81 % des jeunes gens et 85 % des femmes qui disent faire partie d'un groupe. Il convient également de s'appuyer sur les moyens de communication les plus répandus :

- L'analyse de l'utilisation des moyens de communication et de l'accès aux réseaux sociaux montre que les smartphones sont la plate-forme prioritaire d'information, de communication, voire de socialisation pour les individus interrogés — et ce, dans l'ensemble des communautés de l'étude.
- Une étude des réseaux sociaux les plus utilisés montre que WhatsApp (réseau de communication gratuit qui permet de rester en contact avec famille et proches, de manière simple et sûre, par téléphone ou messages) et Facebook (réseau et médium sociaux qui ont davantage une vocation de partage communautaire) dominent assez largement la compétition, avec respectivement 87 % et 85 % d'utilisateurs parmi les personnes qui disent utiliser les réseaux sociaux. Sachant que près de 85 % des interviewés de l'étude ont de la famille ou des proches à l'étranger — sans différence majeure entre communautés, de 80 % à Goudiry jusqu'à 88 % pour Pikine et 89 % pour Kolda — disposer d'une communication gratuite et pérenniser le lien communautaire sont évidemment essentiels.

Les messages recommandés par les répondants au cours des entretiens pour les activités de sensibilisation ne peuvent pas être centrés sur les dangers, ce qui génère une **communication anxieuse** souvent inefficace

face à des gens qui ne procèdent pas seulement par analyse rationnelle (coûts/bénéfices ou risques/opportunités) et dont les mobiles sont souvent irrationnellement, affectivement, culturellement ou socialement déterminés. Une **communication positive** centrée sur la possibilité pour les jeunes de changer leur destin depuis leur communauté de retour et/ou d'origine est à la fois plus éthique et plus pragmatique pour l'OIM. Les thèmes suivants doivent être privilégiés : 1) agentivité et autonomie (prendre son destin en mains) ; 2) non-discrimination et inclusion (face aux ségrégations et exclusions des minorités – femmes, jeunes, etc.) ; 3) valorisation de soi et respect des autres ; 4) nécessité d'une contribution socioéconomique et environnementale à la communauté. Si ces thèmes ne paraissent qu'indirectement liés aux approches de changement comportemental habituel et de sensibilisation à l'OIM, c'est aussi parce que ces dernières approches n'ont en général aucun succès — d'après l'OIM, les ONG partenaires, les jeunes rencontrés. S'il est vrai que les déterminants de la migration des jeunes sénégalais sont bien l'ennui, l'absence de perspectives, le sentiment d'inutilité, l'absence de valorisation, ou les traditions socioculturelles, il est important de privilégier une communication positive en amont (agentivité, inclusion, valorisation, participation) plutôt qu'une insistance exclusive sur les risques.

## Deux initiatives de communication récentes à forte visibilité – description, pour et contre...

**Exemple 1 :** Financée par le Fonds fiduciaire de l'Union européenne en complément du projet « Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ » et mis en œuvre par 20STM et le CAN (Cinéma numérique ambulante), la campagne Tekki Fii vise à promouvoir les opportunités économiques au Sénégal via une approche interactive et transmédia. La narration sur la thématique « Réussir au Sénégal » se fait via différents médias. Une web-série sert de fil rouge à l'ensemble de la campagne pendant que des caravanes parcourent le pays pour promouvoir les initiatives des partenaires du projet « Développer l'emploi au Sénégal » et sensibiliser aux risques de la migration irrégulière. Une plate-forme digitale permet d'accéder facilement aux informations relayées par la caravane. Le message est positif, la communication multidimensionnelle. Le CAN travaille dans les communautés cibles depuis longtemps et dispose de leur confiance. Les thématiques abordées et les zones d'interventions sont complémentaires. L'UE souhaiterait un rapprochement « Pour nous, l'idéal serait que tous les partenaires s'associent à Tekki fii, avec une caravane commune. L'OIM devrait présenter les risques, avec des témoignages qui parlent de leurs difficultés » (Délégation européenne, KII) Bien que l'initiative fasse l'unanimité auprès des acteurs, une faiblesse structurelle la caractérise cependant : la force de la motivation des jeunes, « on a bien compris, mais rien ne nous empêchera de partir » (Participant, Kolda). La caravane reste une approche extérieure à la communauté, top-down, ne joue pas sur la créativité propre des communautés, part du principe que l'objectif est d'empêcher la personne de migrer dans la perspective de l'imposition d'un choix. À ces importantes réserves près, Tekki Fii peut constituer une plate-forme de choix pour un partenariat avec l'OIM.

**Exemple 2 :** Coumba Gawlo, célèbre chanteuse sénégalaise, s'engage sur la thématique de la migration pour informer des dangers et implorer ses paires de ne pas risquer leur vie. Son partenariat avec l'OIM a été acclamé par la presse et le grand public et sa tournée au Sénégal a touché un large public jeune. Jouant sur la fibre émotionnelle et le lien affectif unissant une chanteuse célèbre avec son public, la campagne a touché un large public. Le partenariat avec l'OIM a été ouvertement assumé et publicisé, permettant sûrement de désamorcer les critiques qui sont souvent associées avec la perception d'un double jeu. La crédibilité et sincérité du message sont donc intactes grâce à une intervention transparente. Malgré cela, dans une perspective C4D, le message reste négatif, mettant l'accent sur le risque lié à la migration irrégulière, et il est évidemment difficile d'évaluer l'impact de l'initiative.

## RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés de l'étude sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<b>Communauté</b>	<b>Défis</b>	<b>Perceptions des migrants de retour</b>	<b>Interventions prioritaires possibles</b>	<b>Partenaires locaux possibles</b>
<b>PIKINE/ THIAROYE-SUR- MER</b>	Vulnérabilité socioéconomique importante Compétition de la pêche industrielle	Conscience et sensibilisation autour des questions migratoires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de la filière aquacole (maritime et continentale — capture et élevage)</li> <li>• Collecte et recyclage des déchets, apiculture</li> </ul>	DGSE
<b>KOLDA</b>	Absence d'industrialisation, manque de structures pour la jeunesse et de financements agricoles	Soutien familial à la migration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien au projet pilote CEDEAO/OIM</li> <li>• Identification d'un relai communautaire en charge de la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires</li> <li>• Collecte et recyclage des déchets, tourisme, riz, apiculture</li> </ul>	La lumière ARD
<b>VÉLINGARA</b>	Accès au foncier Tensions entre les jeunes et les autorités	Évolution du profil migratoire (vers plus de risques) a fait changer la vision du retour et de la migration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opportunités économiques dans le coton</li> <li>• Mutualiser les succès des coopérations autorités locales/associations de migrants/secteur privé.</li> <li>• Investissements dans la filière riz</li> </ul>	Bantaré FM Préfecture Sodefitex
<b>TAMBACOUNDA</b>	Sentiment de marginalisation Manque d'infrastructures pour développer les chaînes de valeur Absence d'acteurs formés sur les questions psychosociales	Migration à la fois régionale (axe Dakar/Bamako) et internationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager l'organisation d'un atelier pour l'implémentation du Plan D'Action Concerté de Tambacounda</li> <li>• Collecte et recyclage des déchets, tourisme, apiculture</li> </ul>	BAOS, VIS, La Lumière
<b>GOUDIRY</b>	Enclavée, mauvais état des routes, mauvaise qualité des infrastructures  Une jeunesse fragilisée (66 % veulent accéder à des services psychosociaux)	Fort impact de la migration réussie sur le prestige social	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connexion à Bamako et contribution à la réhabilitation des routes</li> </ul>	EXPERNA Tostan Associations de la diaspora Association pour une nouvelle génération

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyses d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter : [www.samuelhall.org](http://www.samuelhall.org).



[development@samuelhall.org](mailto:development@samuelhall.org)